

Contre tous les États, anciens et nouveaux ! À bas le patriotisme ! À bas les frontières ! Vive la lutte de classe internationale ! Que cache le mythe nationaliste catalan ?

La radicalisation d'une partie importante des classes dominantes catalanes a provoqué une crise politique majeure dans le royaume d'Espagne. Une crise politique qui a été accélérée par la décision de la royauté de répondre par la force au référendum sur l'indépendance de la région appelé par le gouvernement local mais aussi par l'adhésion importante de larges secteurs du prolétariat à la perspective de constitution d'un nouvel État. Repoussée dans ses cordes par l'intransigeance de la royauté dûment soutenue par l'Union européenne, après le référendum, la Généralité catalane s'est vite résignée sans coup férir à demander une négociation à Madrid. En dépit de la promesse de poursuivre sur le chemin emprunté avec le référendum du 1^{er} octobre 2017, le gouvernement régional de Barcelone a fait machine arrière en décevant des secteurs importants de ses soutiens. Ceux-ci avaient cru à la possibilité de démolir un pilier central de l'État espagnol avec un simple vote militant dans le cadre du fonctionnement normal de la démocratie politique bourgeoise. Mais ceci n'est que gesticulation qui intéresse les parties concernées. En revanche, la première question que les révolutionnaires doivent se poser est la raison de la radicalisation de segments significatifs des classes dominantes catalanes. Pour ce faire, il faut remonter aux causes de la crise politique espagnole.

Aux origines, la crise fiscale des États

Le dernier épisode indépendantiste catalan s'insère dans un cadre global marqué par deux éléments centraux : la crise politique des États européens produite par la crise fiscale du début de la décennie et l'absence d'une expression ouvrière autonome capable de ramener l'ensemble des contradictions qui traversent les sociétés civiles de ces États dans le lit de la lutte de classe. Dans le cas de la Catalogne, la crise fiscale s'est ajoutée à la crise bancaire, elle-même provoquée par l'effondrement du B-TP.

D'après Eurostat, le bureau statistique de l'Union européenne, la crise espagnole de l'immobilier a été la plus rude du Vieux Continent, avec un plongeon de plus du quart des ventes entre

juin 2007 et juin 2008. La Catalogne, elle, a vu les ventes de la pierre dévisser de plus de 42 % sur la même période. En mai 2012, plusieurs banques, dont les bilans étaient plombés par les crédits immobiliers, sont déclarées insolubles par les agences de notation et nationalisées dans la foulée. Trois établissements de crédit risquent alors de faire effondrer le système bancaire tout entier. Catalunya Banc, la principale banque catalane et la quatrième espagnole, est parmi elles. En 2015, après avoir reçu de l'État central plus de 12 milliards d'euros de nouveaux fonds, Catalunya Banc est rachetée par BBVA (Banco Bilbao Vizcaya Argentaria, le numéro deux espagnol du crédit). Le rôle central du système bancaire en Catalogne est connu : plus du cinquième des caisses d'épargne espagnoles (45 aujourd'hui) ont leur siège social dans cette région dont la première d'entre elles, la Caixa, la plus grosse caisse d'épargne européenne et le troisième établissement financier du pays, et également la Banc Sabadell, le numéro quatre espagnol des banques privées.

Il est utile de noter que le réseau bancaire catalan s'est opposé dans les faits à la perspective indépendantiste. La Caixa a déplacé son quartier général de Barcelone à Valence et la Banc Sabadell s'apprête à s'installer à Alicante. La principale raison du manque de patriotisme catalan des banques est simple : elles ont besoin des refinancements de la Banque centrale européenne pour éviter un « *bank run* », une fuite massive et soudaine des comptes vers des banques de la zone euro. Il ne faut pas aussi oublier l'intégration poussée de l'économie catalane avec l'espagnole (45 % de ses échanges se font avec l'Espagne) : si l'on croit le bureau catalan des statistiques, la région avait, en 2016, un excédent extérieur de 27 milliards d'euros, dont 14 milliards avec l'Espagne. Cet excédent est imputable, pour près de la moitié, aux échanges de services marchands, principalement le tourisme. Or, cet excédent de la balance des paiements courants catalane, dont notamment la partie qui relève du tourisme, est évidemment financé par le système de crédit. Si cet excédent

disparaissait, les crédits qui l'ont rendu possible seraient potentiellement en danger. Mais les banques ne sont pas les seules tentées par la fuite vers des lieux plus tranquilles. Aujourd'hui, le nombre d'entreprises dans ce cas atteint 1 885 ; parmi elles, les grandes entreprises ne sont pas en reste¹. Quant à eux, « *les fonds internationaux ont arrêté tout investissement en Catalogne et ont mis l'Espagne sur leur liste rouge* » écrit le site *El Confidencial*. Enfin : « *Les PME, qui représentent l'immense majorité des entreprises en Catalogne, se disent consternées et préoccupées* », selon Antoni Abad, président du second syndicat patronal du secteur, le Cecot cité par le quotidien français *Le Figaro*.

La Catalogne est sortie de la crise fiscale avec des finances publiques régionales en lambeaux. La seule dette régionale s'élève à 35 % du PIB catalan et avec sa quote-part de la dette espagnole elle serait de l'ordre de 115 % du PIB régional selon les calculs les plus optimistes. Les catalanistes prétendent que le déficit budgétaire disparaîtrait avec la séparation du royaume, contre un solde négatif de 1 % du PIB actuellement. En 2016, la Catalogne a emprunté plus de 50 milliards d'euros au gouvernement central, correspondant à près 70 % de sa dette publique directe de 77 milliards d'euros. Le gouvernement central est le principal prêteur de la Généralité catalane avec une part de 33 % sur le total des emprunts de Barcelone. La dépendance de la Généralité de Catalogne à l'argent de Madrid est manifeste et de plus en plus serrée. D'où la décision de forcer la main du royaume avec le référendum visant au minimum à obtenir une plus grande autonomie fiscale et budgétaire. Le prétexte pour rallier la population locale à son combat a été l'offensive menée depuis 2006, par le Parti populaire au pouvoir à Madrid, fils légitime du franquisme « modéré » et finissant qui voulait muer le régime en démocratie parlementaire classique, contre la reconnaissance de la « nation » catalane et contre le fait d'accorder à la langue catalane la primauté sur la langue espagnole à l'exclusion de l'enseignement.

Reconnaissance qui avait pourtant été concédée par le Parti socialiste alors aux commandes et qui avait été inscrite dans la Constitution espagnole. Inscription qui a été enlevée,

¹ Abertis (gestion d'infrastructures routières et aéroportuaires), General de Aguas de Barcelona, (distribution de l'eau), Cellnex Telecom (Infrastructure pour la téléphonie, les données et la radiodiffusion), Freixenet et Codorniu (entreprises vinicoles), Gas Natural Fenosa (distributeur de gaz et d'électricité), Inmobiliaria Colonial (groupe immobilier), etc.

en 2010, par la Cour constitutionnelle à la demande du Parti populaire. Il aurait suffi de ne pas toucher à la modification de la Constitution de 2006 pour éviter que la Généralité trouve ce consensus populaire indéniable. Consensus qui s'est encore manifesté lors du dernier référendum illégal et qui a vu une participation massive de votants malgré la répression déployée par la royauté et les postfranquistes du Parti populaire.

Mais pourquoi donc les classes dominantes espagnoles, bien épaulées par l'Union européenne et l'ensemble des États qui y adhèrent², n'accèdent pas à cette « revendication » inoffensive ? Tout d'abord, parce que la Catalogne joue un rôle central dans l'économie encore convalescente du pays après la crise fiscale et immobilière. Ensuite, car la constitution formelle de chaque pays est profondément enracinée dans son histoire, dans sa constitution matérielle, la représentation non encore formalisée des rapports sociaux dominants et de leurs caractéristiques spécifiques. L'Espagne actuelle est issue d'une transition « pacifique » d'un régime dictatorial ouvert vers une démocratie « moderne ». Cette transition a été sacrée, le 25 octobre 1977, par le pacte de la Moncloa, entre tous les partis et syndicats espagnols à l'exclusion de la CNT anarchiste et des indépendantistes basques d'Herri Batasuna, proche de l'organisation armée ETA. L'Espagne franquiste de l'époque est au bord du gouffre avec une inflation proche de 50 % et la fuite en masse des capitaux, minée par l'autonomie ouvrière en plein essor. Tout ceci conduit le régime à se saborder en douceur sans pour autant que l'État et l'administration civile et militaire connaissent une quelconque discontinuité. Le régime parvient tant bien que mal, d'un soubresaut putschiste³ à l'autre, à battre la lutte ouvrière avec la complicité active de la gauche d'État et des indépendantistes basques du PNV et catalans. Le silence du prolétariat comme classe n'a fondamentalement pas été interrompu depuis cette époque. En Catalogne, ce silence est particulièrement assourdissant aujourd'hui.

² « *En vertu de la Constitution espagnole, le scrutin organisé en Catalogne n'était pas légal. Pour nous (...), il s'agit d'une question interne à l'Espagne qui doit être réglée dans le respect de l'ordre constitutionnel de ce pays.* », a déclaré lapidamment un porte-parole de l'Union européenne, le 10 octobre 2017.

³ Comme le putsch du lieutenant-colonel Tejero, en novembre 1978, ou celui du capitaine Milans del Bosch, en février 1981.

Le désarroi de la classe ouvrière en Catalogne, tirillée par deux États, l'un existant, l'autre *in fieri*

La grève générale politique du mardi 3 octobre 2017 pour protester contre les violences policières du dimanche précédent, suite à l'interdiction par Madrid du référendum d'indépendance, n'a pas vu une participation massive des grandes usines et manufactures de Catalogne. La SEAT de Martorell a vu sa production du jour chuter d'à peine 10 %. Une seule des trois lignes de montage a été touchée. En revanche, la grève a réussi dans les transports publics, la santé et les administrations. Dans les manifestations massives les lycéens, les étudiants et les employés du secteur public ont été les plus nombreux. L'agitation certes importante s'est aussi concrétisée par des barrages routiers, portuaires, ferroviaires et des manifestations. Malgré les nombreuses faiblesses de ce mouvement, il serait erroné de renvoyer dos à dos les manifestations de masse inspirées par les catalanistes avec les démonstrations de force dans la rue, impulsées par la royauté et les postfranquistes madrilènes. Ces rassemblements « océaniques » défendent l'ordre établi et cautionnent la répression en Catalogne. Elles sont le fait d'un bloc social réactionnaire au sein duquel les franquistes maintenus et les nostalgiques de l'Espagne colonialiste d'antan ont une place prépondérante.

Si les sections régionales des CC.OO. (*Comisiones obreras* – Commissions ouvrières – proches des stalinien) et de l'UGT (*Unión General de Trabajadores* – Union Générale des Travailleurs – d'inspiration socialiste) ont appelé à la grève du 3 octobre et sont à l'origine du « Conseil pour la démocratie » qui a organisé l'agitation, leurs maisons mères espagnoles ont déclaré leur opposition au processus indépendantiste ainsi que tous les partis politiques nationaux, le Parti populaire, le PS, la Gauche Unie d'obédience stalinienne réformée et les chavistes de Podemos. Les associations patronales des grandes entreprises de la région se sont jointes aux opposants au référendum. Les deux plus grosses organisations de la gauche du capital, la Gauche unie et Podemos plus les secteurs les plus à gauche du PS, se disent nationalistes mais pas indépendantistes : lire en faveur de la reconnaissance de la « nation » catalane mais contre la séparation. Quant à la CNT anarchiste qui a appelé (depuis le 28 septembre, avec la CGT) à la grève générale du 3 octobre, elle défend le droit à

l'autodétermination tout en dénonçant « la nature répressive de la Généralité de Catalogne »⁴.

C'est bien entendu dans le domaine idéologique privilégié de la culture que règne en maître le catalanisme, s'appuyant lourdement sur la revendication de la reconnaissance de la langue catalane comme langue officielle dominante. S'il est probable que la majorité des habitants de la région n'ont rien à faire de l'indépendance, la violence de la réponse policière et le knout agité quotidiennement par le Premier ministre Rajoy et le roi Felipe ont certainement renforcé le camp catalaniste. Preuve en est la participation massive au vote référendaire en dépit de la rude répression. De nombreux jeunes prolétaires scolarisés ou pas ont rejoint les franges les plus déterminées du mouvement catalaniste et poussent en ordre dispersé pour le durcissement de l'affrontement avec Madrid. La répression royaliste contribue à cacher la nature de classe bourgeoise de l'indépendantisme catalan et son histoire si peu glorieuse. Nous n'oublions pas que les nationalistes catalans, notamment ceux de *l'Izquierda Republicana de Cataluña* (Gauche républicaine de Catalogne)⁵, sont eux aussi, comme les staliniens, les principaux responsables de la répression contre-révolutionnaire de 1936-37....

L'État, nécessaire au capital et ennemi public numéro un du prolétariat

L'objectif avoué des indépendantistes est la constitution d'un nouvel État. Pour ce faire, ils entendent constituer la société civile de Catalogne en nation, reconnaissant une tradition, une culture, une langue spécifiques. Dans la construction idéologique, un rôle majeur est joué par le révisionnisme historique visant à individualiser la trajectoire du « peuple catalan ». L'histoire est ainsi sans cesse réécrite à l'aune des mythes fondateurs, souvent changeants en fonction des besoins du moment, des nations. « *Qui commande le passé commande l'avenir ; qui commande le présent commande le passé.* » G. Orwell, 1984⁶. L'intérêt de cette manipulation est évident : masquer le conflit de classe et transformer la perception de l'exploitation

⁴ <http://cntbarcelona.org/triem-lluitar-el-3-doctubre-totes-i-tots-a-la-vaga-general/>

⁵ Ce parti fondé en mars 1931, a fait partie du Front populaire, au pouvoir après les élections de février 1936. Il dirige la Généralité jusqu'à la victoire de Franco en 1939. Ce parti existe toujours et est pour l'indépendance.

⁶ Troisième partie, chapitre 2. Voir : https://www.librairal.org/wiki/George_Orwell:1984_-_Troisi%C3%A8me_Partie_-_Chapitre_II

et de l'oppression que vivent les classes subalternes en rejet d'un ennemi intérieur ou extérieur, responsable présumé de tous les maux. Ce mécanisme joue indifféremment en Espagne et en Catalogne ; la royauté niant toute spécificité nationale aux Catalans et les catalanistes identifiant le royaume comme la racine du mal alors qu'il n'est qu'une expression spécifique de la domination du capital dans ce pays. Les centaines de milliers de jeunes prolétaires qui font de la république catalane leur but donnent une réponse erronée aux raisons, souvent fondées, de leur colère. Il ne faut pas les confondre avec la Généralité et les secteurs des classes dominantes indépendantistes, mus, ces derniers, par la volonté de renforcer leur base matérielle essentiellement via la souveraineté fiscale.

Une république catalane n'éliminerait pas l'exploitation et créerait d'autres barrières, d'autres frontières, alors qu'il faut les effacer toutes et avec elles les États qui les dressent. Aujourd'hui, cette mystification a libre cours en raison du silence politique du prolétariat, car ce dernier se tait et travaille discipliné.

C'est pourquoi la seule réponse viable aux « nations » en présence est la reprise de la lutte de classes indépendante dans toute sa dimension internationale. Les communistes n'ont pas à se ranger d'un côté ou de l'autre de ce combat interne aux classes dominantes par société civile interposée. Ils n'ont pas non plus à s'immiscer dans les questions nationales qui apparaissent ici et là dans le monde du capital, tantôt en embrassant certaines, tantôt en rejetant d'autres. Ils doivent en revanche expliquer les raisons de leur émergence, critiquer les cultures et traditions spécifiques, défendre la liberté d'expression linguistique (depuis 1993, le catalan est langue co-officielle avec le castillan dans les principaux territoires espagnols où il est parlé) et aussi éviter de soutenir directement ou indirectement les États existants. Traduit dans la situation catalane, cela signifie que les communistes n'ont rien à faire de l'unité nationale espagnole, pas plus que de la naissance d'une Catalogne républicaine indépendante. Si une population veut se séparer d'une autre, ce n'est pas l'affaire du prolétariat, la seule classe internationale, sans patrie ni nation, existante, tant que ceci ne se traduit pas par de nouvelles oppressions. Les communistes combattent toutes les frontières et tous les États qui les défendent. Leur terrain de combat est d'emblée international, global, comme globale est la

domination du capital et de l'État, des États à abattre. Les communistes expliquent que seule la reprise en grand de la lutte de classe est en mesure de dissoudre l'illusion nationaliste, indépendantiste ou pas. Et, enfin, les communistes combattent la répression étatique quand elle frappe des secteurs des classes opprimées, y compris si ceux-ci sont prisonniers d'idéologies contraires à leurs intérêts historiques. À une seule condition bien sûr : qu'ils ne se mobilisent pas contre d'autres prolétaires, contre d'autres frères de classe d'ici, de là ou d'ailleurs, comme en Lombardie et en Vénétie.

« Cette révolution [la révolution prolétarienne ndlr] se fera-t-elle dans un seul pays ? Non. La grande industrie, en créant le marché mondial, a déjà rapproché si étroitement les uns des autres les peuples de la terre, et notamment les plus civilisés, que chaque peuple dépend étroitement de ce qui se passe chez les autres. Elle a en outre unifié dans tous les pays civilisés le développement social à tel point que, dans tous ces pays, la bourgeoisie et le prolétariat sont devenus les deux classes les plus importantes de la société, et que l'antagonisme entre ces deux classes est devenu aujourd'hui l'antagonisme fondamental de la société. La révolution communiste, par conséquent, ne sera pas une révolution purement nationale. Elle se produira en même temps dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire tout au moins en Angleterre, en Amérique, en France et en Allemagne. Elle se développera dans chacun de ces pays plus rapidement ou plus lentement, selon que l'un ou l'autre de ces pays possède une industrie plus développée, une plus grande richesse nationale et une masse plus considérable de forces productives. C'est pourquoi elle sera plus lente et plus difficile en Allemagne, plus rapide et plus facile en Angleterre. Elle exercera également sur tous les autres pays du globe une répercussion considérable et transformera complètement leur mode de développement. Elle est une révolution universelle ; elle aura, par conséquent, un terrain universel. » Friedrich Engels, Principes du communisme, Question XIX, fin octobre – novembre 1847⁷.

⁷ Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/47-pdc.htm>